

et ne saurait atteindre l'éducation, placée par sa nature même en dehors de sa compétence.

Cependant, il est hors de doute que l'Etat a un intérêt réel à ce que le développement intellectuel et moral des citoyens atteigne un degré plus ou moins élevé. Comment donc concilier cet intérêt, trop important pour être perdu de vue, avec l'impossibilité radicale dans laquelle se trouve le pouvoir public de diriger de son chef le développement progressif de l'éducation ?—Nous voilà, Messieurs, en face de la grande question de la nécessité de l'union de l'Eglise et de l'Etat.

Avec cette union, tout s'explique dans une harmonie qui tourne également au bénéfice de la société religieuse et de la société civile.

Permettez-moi, Messieurs, d'envisager la question à un autre point de vue.

Il est certain que la religion est nécessaire à la perfection de l'unité sociale, parce que le lien religieux est le plus puissant de tous les liens sociaux.

Cette vérité, soutenue par l'expérience de tous les siècles, proclamée par le sentiment unanime de tous les peuples païens et chrétiens, est encore démontrée par la raison s'appuyant sur la propension de l'esprit, sur les affections du cœur, et sur la sauvegarde des intérêts matériels. En effet, détruisez l'importance de la religion, et de suite les intérêts matériels sont entraînés à leur ruine; car la religion est leur sauvegarde la plus ferme et la plus solide.